

SYNOPSIS DU DOCUMENT AUDIO N°3

Thème

**«Comment lutter contre les ravageurs du niébé
sans ravager la nature»**

Durée: 15'19''

Langue: Français

Réalisateur-présentateur: Emmanuel S. TACHIN

(Communication Office, IITA-Ibadan)

Musique d'identification en fondu enchainé

Lancement

A l'enseigne de ce magazine, Emmanuel TACHIN est allé à la rencontre de deux chercheurs. Au centre de lutte biologique de l'Institut international d'Agriculture tropicale installé à Abomey-Calavi au Bénin, sa préoccupation a été de voir comment on affronte les ravageurs des plantes. Des méthodes qui respectent l'environnement et qui aident à mieux lutter contre les maladies végétales en permettant l'augmentation de la productivité, c'est ce que ces chercheurs proposent aujourd'hui à l'agriculture mondiale. Les docteurs Manuel Tamo, entomologiste, et Ousmane Coulibaly, socio-économiste à l'IITA-Bénin ont du plaisir à en parler. En améliorant la culture du haricot, leurs collaborateurs et eux contribuent à renforcer la sécurité alimentaire ainsi que le bien-être des habitants des villes et des campagnes africaines. Vous entendrez ces deux chercheurs s'exprimer à ce sujet au micro du maître d'oeuvre de ce magazine qui se joint à moi pour dire, salut à tous!

Intro

La légumineuse à grain la plus importante en Afrique tropicale, c'est bien le niébé qu'on appelle communément haricot. Il est cultivé dans le monde entier avec une production totale qui n'est pas loin des 4 millions de tonnes en 2002. Souvent consommé par les populations aussi bien des villes que des villages, le haricot, riche en protéines, aide à compenser les déficits alimentaires. Il enrichit le sol de son azote et est devenu une culture de rente avec un marché extérieur qui fonctionne bien entre le Nigeria et la plupart des pays ouest-africains. Entre autres causes défavorables à sa culture, les insectes, les maladies et les plantes parasites l'empêchent de se développer comme il faut. Pour corriger cette situation, le PRONAF (le Projet Niébé pour l'Afrique) a été mis en place sous la direction de l'IITA. Son coordinateur régional, le Malien Ousmane Coulibaly nous précise ici la préoccupation de son institution

Dr. Ousmane Coulibaly

«Dans ces projets, on développe des technologies de niébé qui puissent permettre de réduire la pauvreté à travers l'augmentation de la consommation mais surtout à travers les revenus générés par ces cultures qui permettent à chacun non seulement de se porter bien mais de payer pour les services sociaux de sa famille. Et c'est ça la réduction de la pauvreté».

Animateur: Quels sont les résultats auxquels vous êtes déjà parvenus dans le concret?

Dr. Ousmane Coulibaly

«Non seulement on a des résultats technologiques qui sont des variétés à cycles courts parce que vous savez qu'avec la sécheresse, il y a beaucoup de variétés qui n'arrivent pas à boucler leur cycle. Donc des variétés de quatre mois on les a ramenées à deux mois, deux mois et demi à travers la sélection variétale; mais on a des technologies de lutte intégrée qui permettent de contrôler les maladies et les insectes des plantes et qui sont très bonnes pour l'environnement. En dehors de ça, on a des technologies aussi de post-récolte parce que vous savez que la valeur marchande d'un produit dépend de la qualité de sa présentation sur le marché. Ce qui est très intéressant, c'est qu'on est en train de chercher des niches aussi sur le marché et on parle de globalisation. Donc les niches, par exemple pour nous, serait de

produire des niébés sans pesticides chimiques qui, seront consommés par ceux qui sont intéressés par les produits de l'environnement et ceci serait bien pour la santé».

Transition présentateur

Le Dr. Ousmane Coulibaly est loin d'être un rêveur. Ses propos rendent bien compte de la dimension socio-économique du Pronaf et correspondent aux résultats auxquels sont parvenus des équipes de chercheurs sous sa supervision. L'entomologiste suisse italoophone du Tessin, le Dr. Manuel Tamo, le confirme en donnant des exemples précis sur l'aspect technologique du travail effectué.

Dr. Manuele Tamo

«Il y a des extraits de plantes qui sont assez efficaces contre les ravageurs. Je prends l'exemple du nîme. C'est une plante qui a été introduite de l'Inde et pratiquement répartie partout en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est aussi. Toutes les parties de cette plante sont utilisables pour produire des pesticides biologiques. Ça dépend un peu des moyens qu'on a à disposition. Si on n'a rien qu'un mortier et un pilon, on cueille les feuilles fraîches. On les pile, on les laisse dans l'eau pendant une nuit en y ajoutant un peu de savon. Le jour après, on filtre et on peut traiter avec le filtrat son champ de niébé. Ça a l'avantage que ça ne tue que les ravageurs, ça tue beaucoup moins ou pratiquement pas les ennemis naturels qui luttent contre ces ravageurs. Il n'y a surtout aucun effet néfaste sur la personne qui fait le traitement et sa famille. Donc, il y a vraiment ce problème de santé humaine lié au traitement phytosanitaire sur le niébé qu'il faut évoquer ici. Surtout parce que beaucoup de producteur de niébé utilisent des produits non recommandés notamment les produits pour traiter le coton, lesquels ne sont pas faits pour une culture vivrière mais pour des cultures industrielles. Donc, il y a des exigences au niveau de la sécurité qui sont très différentes que pour une plante vivrière. En travaillant avec les producteurs, ce que nous appelons la recherche participative, on a découvert aussi d'autres plantes qui ont des propriétés insecticides notamment utilisant des feuilles du papayer et utilisant des feuilles de Hyptis suaveolens. C'est une plante très aromatique, c'est le menthe africain».

Animateur: Et en quoi votre projet est nouveau? Qu'est-ce qui apporte la nouveauté ici et à quel niveau on peut la situer réellement cette nouveauté?

Dr. Manuele Tamo

«La nouveauté principale, c'était de reconnaître que le paysan a des ressources endogènes mais qui ne sont peut-être pas exploitées. Et ne sont pas exploitées si le paysan reste tout seul sur sa ferme. Alors ce que nous on a fait c'était de faire se rencontrer les paysans, ce qu'on appelle le champ-école, c'est devenu même plus qu'un champ école, ça devient un forum d'échanges, une plateforme d'échange entre les paysans eux-mêmes. Et il y avait vraiment une envie de connaître chez ces paysans. Déjà la reconnaissance des insectes ou des maladies de la plante qu'ils peuvent identifier à leur niveau. Ensuite, essayer d'identifier ensemble quels sont les remèdes qu'on peut y apporter et quand est-ce qu'il faut intervenir, est-ce qu'il faut intervenir ou pas. Y compris l'utilisation des pesticides botaniques. Il y a aussi une autre innovation, c'est l'utilisation d'un avertisseur pour un certain ravageur. Ce ravageur s'appelle en latin Maruca vitrata. C'est une foreuse de fleurs et des gousses du niébé. Pour savoir si ce ravageur est arrivé au champ, il y a plusieurs possibilités. On peut aller au champ ouvrir les gousses. Et là, on constate les dégâts mais malheureusement, c'est déjà trop tard. Alors, on a développé un piège qui utilise les féromones sexuelles synthétiques de ce ravageur. Cela veut dire que normalement pour l'accouplement, la femelle de l'insecte émet une certaine odeur, la féromone, qui attire le mâle et en ce

moment là il y a accouplement. Alors, si on arrive à reproduire artificiellement cette féromone, on le met dans un petit conteneur ou une bouteille avec de l'eau. Quand le mâle arrive, il est attiré par cette odeur artificielle parce que c'est exactement la même que l'odeur naturelle et il tombe dans l'eau. Quand il est tombé dans le piège, on peut le compter. Il faut ensuite attendre trois à quatre nuits successives pour compter le nombre de papillons qui sont piégés. Cela donne ce qu'on appelle le seuil d'intervention. Si par exemple, pendant six jours, on arrive à compter jusqu'à douze papillons, on sait que l'invasion du champ est assez importante, donc il faut traiter. Et ce traitement, on le laisse à la discrétion du paysan. Si c'est un paysan qui a déjà suivi les cours, qui connaît l'utilisation des pesticides botaniques, il va utiliser les extraits du nîme, les extraits de papayer, les extraits de hyptis. Ça dépend. Si le paysan préfère utiliser des pesticides chimiques, il peut toujours le faire en prenant les précautions nécessaires. La beauté de cette méthode, c'est qu'on l'a couplé avec le champ-école. Donc, tout ce processus de prise de décision; est-ce qu'il faut traiter, est-ce qu'il ne faut pas traiter est pris ensemble par le groupe de producteurs qui travaillent dans ce champ-école.

Transition musicale + transition présentateur

Avec la mise en œuvre de ces techniques, la vie du paysan dans sa gestion de la culture du haricot a-t-elle évolué et, quel bilan peut-on établir à mi-parcours du projet? Manuel Tamo nous apporte un éclairage.

Dr. Tamo

«C'est toujours difficile de quantifier parce que quand on travaille avec les paysans, vous commencez avec un groupe de 25 personnes et à la fin peut-être vous en avez encore 23 qui arrivent. Mais parmi ces 23, des fois c'est un peu difficile de faire une analyse quantitative de ce qu'ils on appris. L'analyse quantitative la plus importante, c'est de voir à la fin de ce projet combien de producteurs ayant reçu cette formation, de leur propre initiative, vont former d'autres producteurs dans le village voisin. On a eu certaines analyses sociologiques qui nous ont montré que ça peut varier selon le pays. Si, je prends le cas du Bénin, on a vu que le lien de diffuser la technologie le plus intéressant pour le paysan, c'est d'utiliser le lien de la famille, alors qu'au Ghana cette diffusion de l'information passe surtout par les voisins. Maintenant, pour dire à l'échelle régionale quel est l'impact, le bailleur de fonds a reconnu l'utilité de notre projet et a incité tous les chefs de projet qui reçoivent des fonds du FIDA dans les projets de développement à collaborer avec nous pour que nous, on puisse avoir un effet synergique. Comme c'est le même bailleur de fonds, je crois que c'est très intéressant de voir ce modèle. Là-dessus, notre collaborateur, le Dr. Coulibaly, a vraiment été quelqu'un qui a brisé la glace pour la première fois dans ce domaine. Et cela devient un succès assez intéressant».

Animateur: La quantification, l'évaluation ne peut pas se faire sur les marchés où les gens vont vendre ou acheter le niébé?

Dr. Tamo

«Effectivement, il y a eu des études socio-économiques pour ce qui concerne la migration du niébé en Afrique de l'ouest. Parce que le Nigeria est le plus gros producteur du monde, mais il n'en produit pas suffisamment. Donc, il y a des pays limitrophes tels que le Bénin et le Niger qui sont des exportateurs du niébé vers le Nigeria. Il y a aussi une partie du niébé qui est produit au Burkina Faso et qui va jusqu'à Accra au Ghana. Donc, il y a beaucoup de mouvements, ce qui fait que c'est très difficile à quantifier. Car, finalement, c'est les mêmes variétés qui sont plantées au Burkina et peut-être au nord du Ghana. Et à un certain moment, il n'y a plus de traçabilité de ce niébé.»

Transition présentateur

Volant à son secours sur cette question de l'impact du projet, le coordonateur et agro-économiste, le Dr. Ousmane Coulibaly, convaincu et fier de l'importance des efforts fournis par ses collaborateurs en évoque des détails significatifs.

Dr. Coulibaly

«L'impact, c'est que les technologies qu'on a mises au point du fait qu'elles soient profitables, qu'elles aient un coût qui soit très peu élevé et qui exige très peu d'investissement et aussi qui sont compatibles, non seulement avec l'environnement mais avec la santé, on a vu qu'à cause de cela, le taux d'adoption et de diffusion de cette variété ou de ces technologies a été très élevé. Quand on part, par exemple au Mali, dans la zone de Ségou à Mopti, on voit qu'il y a beaucoup de variétés qui existent mais c'est des variétés qu'on a développées, pas nous seuls, ici à l'Institut international d'Agriculture tropicale, mais c'est des programmes de collaboration avec les structures nationales de recherche comme l'IER au Mali, l'INERA au Burkina Faso qui ont permis la diffusion de ces variétés. Et ces projets FIDA constituent des courroies de transmission à grandes échelles de ces technologies. Et l'impact se fait sentir quant on voit certains paysans qui arrivaient à peine à manger correctement mais qui désormais envoient leurs enfants à l'école et paient les soins de santé. Je pense que ça, c'est assez intéressant. En dehors de ces résultats, un facteur qui est très important et très important surtout pour l'Afrique est le renforcement des capacités, des potentialités ou des intellectuels ou des experts en matière d'ingénieurs africains pour pouvoir faire la science avec un minimum de support venant de l'Europe ou des Etats-Unis. Cette «capacitation», si on peut créer ce mot, a été l'un des objectifs qu'on a poursuivis. On a formé plus de 300 chercheurs, managers de développement ou leaders des Ong aux techniques d'analyse. Mais surtout, on a aussi mis sur pied des indicateurs qui permettent de mesurer la sécurité alimentaire ou la réduction de la pauvreté. Parce que ce sont des questions récurrentes que les pouvoirs publics, les bailleurs de fonds, la société civile posent aux intellectuels de savoir ce qu'ils ont fait».

Animateur: Est-ce que ce type de projet ouvre d'autres perspectives en ce moment où vous en parlez?

Dr. Coulibaly

«Ça ouvre beaucoup de perspectives qui dépendent des convictions politiques, en d'autres termes, de ceux qui prennent vraiment des décisions à un niveau beaucoup plus élevé. Vous venez de suivre les événements à Hong-Kong. Et à ce niveau, si je prends le cas des subventions, nous Africains, on pose le problème, c'est réel, c'est concret. Mais encore faudrait-il qu'on puisse développer des modèles de commerce international qui nous permettent de dire que si les subventions sont réduites de tant, voilà ce que nous allons gagner, voilà ce que nous allons perdre. Ou si nos produits doivent aller sur les marchés, les américains disent, on va ouvrir nos marchés, mais quels types de produits vont aller sur ces marchés? Sous quelles formes? Est-ce que cela répond aux standards et aux normes américains? Ce sont des questions auxquelles nos experts ne sont pas habitués. Il faut les former pour cela et en même temps le secteur privé qui doit prendre ces décisions de production, le commerce extérieur qui doit mettre en place des mécanismes d'exportation de ces produits, il faut qu'ils soient tous formés aux normes et aux standards qu'exige le marché international. Donc, la formation continue».

Chute

Ces souhaits du docteur de voir les cadres africains mieux outillés pour aborder avec efficacité l'exécution des programmes de développement sonnent comme une invite à l'intelligentsia du continent de faire face à ses responsabilités. Nous espérons qu'elle a entendu cet appel et qu'elle saura surtout relever le défi de la formation permanente afin de se montrer capable de servir du niébé à fort rendement, lequel niébé fait de plus en plus le bonheur des populations locales des pays pauvres de la planète.

Montée de l'indicatif musical pendant quelques secondes, puis fermeture en fondu

Pied

Merci de votre écoute et à bientôt. Mais avant de nous séparer, bon appétit si en ce moment dans vos assiettes vous avez du haricot, cette denrée qui fait l'objet de tant d'attention.